

DANS L'ACTUALITE du 12 au 15 septembre 2014

Textes officiels

JORF n° 0212 du 13 septembre 2014

Rectificatif : nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

[Décret n° 2014-996 du 2 septembre 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement \(rectificatif\)](#)

Création d'un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dénommé « université de Montpellier » qui se substituera aux deux universités préexistantes (Montpellier-I et Montpellier-II) à compter du 1er janvier 2015

[Décret n° 2014-1038 du 11 septembre 2014 portant création de l'université de Montpellier](#)

JORF n° 0211 du 12 septembre 2014

Attributions du ministre du Logement, de l'Egalité des territoires et de la Ruralité

[Décret n° 2014-1034 du 11 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité](#)

Projet de loi

Energie : transition énergétique pour la croissance verte

[Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte, n° 2188, déposé le 30 juillet 2014](#)

[Transition énergétique : la commission spéciale reçoit des associations de défense de l'environnement puis auditionne de hauts responsables du secteur de l'énergie](#)

Jurisprudence

Tarifs d'électricité

Le juge des référés du Conseil d'État rejette la demande de l'ANODE de suspendre l'arrêté du 28 juillet 2014 au motif que la condition d'urgence propre à la procédure de référé n'est pas remplie.

[CE 12 septembre 2014 Association nationale des opérateurs détaillants en énergie \(ANODE\), req. n° 383721](#)

Réponse ministérielle

Domaine public

Question écrite Sénat n° 9541 du 11 septembre 2014 - [Entretien d'une route départementale qui traverse une commune](#)

Environnement

Question écrite Sénat n° 7973 du 11 septembre 2014 - [Compétence en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations](#)

Urbanisme

Question écrite Sénat n° 9489 du 11 septembre 2014 - [Zone de classement des carrières et gravières dans un PLU](#)

Question écrite Sénat n° 10832 du 11 septembre 2014 - [Simplification du cadre juridique du PLU](#)

Question écrite Sénat n° 12741 du 11 septembre 2014 - [Projets urbains partenariaux](#)

Institutions

Question écrite Sénat n° 5399 du 11 septembre 2014 - [Clause de compétence générale pour les communes](#)

Question écrite Sénat n° 12801 du 11 septembre 2014 - [Inscription sur les listes électorales](#)

Question écrite Sénat n°12779 du 11 septembre 2014 - [Attestation d'inscription sur les listes électorales](#)

Finances locales

Question écrite Sénat n° 23631 du 11 septembre 2014 - [Traitement des emprunts dits « toxiques » des collectivités locales, des hôpitaux publics et des organismes de logement social](#)

Question écrite Sénat n° 6923 du 11 septembre 2014 - [Compensation du non-reversement de la part de la TGAP aux collectivités territoriales](#)

Question écrite Sénat n° 12619 du 11 septembre 2014 - [Inégalités de traitement entre communes urbaines et rurales en matière de dotation globale de fonctionnement](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

La commande publique européenne reste un patchwork

[L'Union a beau se doter de directives, les règles et les pratiques relatives aux marchés publics demeurent très différentes d'un Etat à un autre, comme l'illustre l'étude comparée que vient de sortir CMS, groupement de dix cabinets d'avocats européens.](#)

Source : achatpublic.info du 15/09/2014

La référence à des marques sans « ou équivalent »

[Le juge du référé précontractuel a validé, dans le cadre d'un marché alloti de consommables scientifiques, la référence à des marques, sans possibilité de présenter des produits équivalents. Il a également confirmé le choix fait par le pouvoir adjudicateur de limiter le nombre de lots attribués à un candidat.](#)

Source : achatpublic.info du 15/09/2014

Urbanisme

La Lettre de la DAJ n° 171 est parue

[Accélérer et simplifier les projets d'immobilier d'entreprise](#)

Source : DAJ du 12/09/2014

Mise en place immédiate du nouveau régime fiscal des plus-values de cession des terrains à bâtir

[Le gouvernement a annoncé ce 12 septembre la mise en place immédiate du nouveau régime fiscal des plus-values de cession des terrains à bâtir visant à encourager la libération du foncier et donc la construction.](#)

Source : localtis.info du 12/09/2014

La revue Urbanisme se penche sur l'Ile-de-France et son schéma directeur, laboratoire pour les autres régions

[Fin 2013, le schéma directeur de la région Ile-de-France \(Sdrif\), Ile-de-France 2030, était enfin adopté par le conseil régional et approuvé par l'Etat. Ce hors-série de la revue Urbanisme présente ce document de planification stratégique à un moment important pour la gouvernance territoriale alors qu'une nouvelle réforme territoriale prépare et que les métropoles bénéficient d'une reconnaissance institutionnelle qui prend des formes différentes selon les villes.](#)

Source : localtis.info du 11/09/2014

Environnement

Amorce publie deux guides sur l'énergie et les déchets

[L'association Amorce vient de publier à destination des membres de son réseau \(544 collectivités adhérentes\) deux guides clairs et bien conçus.](#)

Source : localtis.info du 12/09/2014

Transition énergétique : la commission spéciale éclairée par des experts

[Devant la commission spéciale de l'Assemblée nationale chargée d'examiner le projet de loi sur la transition énergétique, le médiateur de l'énergie, Jean Gaubert, a plaidé pour une réforme du statut d'ERDF et pour un nouveau chèque énergie doté de moyens financiers robustes. Le président de l'Ademe a aussi appelé à "mettre les moyens" dans le chèque énergie. Le directeur général de la Caisse des Dépôts a pour sa part développé sa vision des futures structures de tiers financement qui doivent permettre d'aider les particuliers à financer certains travaux de rénovation énergétique dans leurs logements.](#)

Source : localtis.info du 12/09/2014

« Chèque énergie »: le patron de l'Ademe appelle à « mettre les moyens »

Bruno Léchevin était auditionné jeudi 11 septembre devant la commission spéciale de l'Assemblée nationale chargée d'examiner le projet de loi sur la transition énergétique. Selon lui, le nombre de personnes en situation de précarité énergétique pourrait un jour avoisiner les 20% de la population.

Source : le Moniteur du 11/09/2014

Collectivité territoriale

La Faute-sur-Mer : un procès aux enjeux nationaux

Le procès de René Marratier, ancien maire de la Faute-sur-Mer (Vendée) a débuté en correctionnelle lundi 15 septembre dans l'affaire de la tempête « Xynthia ».

Source : le Moniteur du 15/09/2014

Les agglomérations de Belfort et Montbéliard lancent la création d'un pôle métropolitain

Fortes de leur identité industrielle, les agglomérations de Belfort et de Montbéliard ont annoncé la création, ensemble, d'un pôle métropolitain. Celui-ci pourra accueillir d'autres communes, dont Mulhouse, qui s'affirme intéressée.

Source : le courrier des Maires du 12/09/2014

Tiers-financement par les collectivités : la Caisse des dépôts pointe des difficultés

Outil de financement permettant à un organisme, qui n'est pas une banque, d'avancer l'argent nécessaire à un investisseur, remboursé ultérieurement par les bénéfices du projet, le tiers-financement, envisagé pour soutenir la transition énergétique, suscite les doutes de Pierre-René Lemas, patron de la Caisse des dépôts. Celui-ci a plaidé le 11 septembre devant les parlementaires pour une implication plus importante des banques dans ce dispositif.

Source : le courrier des Maires du 12/09/2014

Sylvia Pinel et la ruralité : le décret d'attributions retouché à la marge

Cela faisait partie des petits changements discrets opérés à la faveur du dernier remaniement : Sylvia Pinel, déjà ministre du Logement et de l'Egalité des territoires, se voyait adjoindre la "Ruralité" à son portefeuille.

Source : localtis.info du 12/09/2014

Commission européenne : qui sont les nouveaux interlocuteurs des collectivités territoriales ?

En annonçant, le 10 septembre, la composition de son équipe, le nouveau président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a créé quelques surprises. Ce n'est toutefois pas le cas avec la commissaire roumaine, Corina Cretu, qui obtient la politique régionale. Le nouvel exécutif européen doit démarrer ses travaux au 1er novembre 2014, après son approbation par les eurodéputés.

Source : la gazette des communes du 11/09/2014

Transport

Bruxelles veut rapidement déployer 11,9 milliards d'euros pour les transports

Située à un carrefour stratégique, la France peut prétendre aux aides de l'UE pour financer bon nombre de projets ferroviaires ou maritimes. Mais le contexte budgétaire national n'aide pas.

Source : localtis.info du 13/09/2014

Transports publics : l'innovation au service de la réduction des coûts

Comment maintenir la qualité des services publics avec des enveloppes budgétaires fortement contraintes ? Même en matière de transports, qui requièrent des investissements importants, des solutions innovantes existent, permettant de réduire les coûts. Plusieurs initiatives ont été présentées lors d'une table ronde organisée par le Groupement des autorités responsables de transport (Gart) le 10 septembre dernier, à Paris.

Source : le courrier des Maires du 12/09/2014

Vu dans les revues

AJDA n° 30-2014 du 15 septembre 2014 p.1694, *Le partenariat entre l'Etat et les collectivités territoriales*, par Jean-Marie Pontier

AJDA n° 30-2014 du 15 septembre 2014 p.1711, *Ouvrages d'art de rétablissement des voies, une loi en trompe-l'œil ?*, par Jean-François Finon

AJDA n° 30-2014 du 15 septembre 2014 p.1722, *Du juge censeur au juge correcteur – La réfection-interprétation dans le contentieux de l'excès de pouvoir*, par Florent Blanco

AJDA n° 30-2014 du 15 septembre 2014 p.1725, *Manquement contractuel et responsabilité quasi délictuelle, bis repetita (non) placent*, par Guylain Clamour

Lagazettedescommunes.com du 15/09/2014, [Subvention aux associations : une définition législative](#), par Philippe Proot

Presse

Toulouse utilise ses anciens terrains militaires pour construire des logements

[Plus de 50 000 obus déterrés et des hectares de sols dépollués. Il aura fallu près de quatre années pour assainir les terrains de l'ex-usine d'armement, qui jouxte le quartier Saint-Cyprien, sur la rive gauche de Toulouse.](#)

Source : le Monde du 14/09/2014